

# L'IMPACT COMMERCIAL DE LA CHINE SUR LE BRÉSIL ET SUR L'ARGENTINE



**ARIEL M. SLIPAK\***

L'importance croissante de la République populaire de Chine dans l'ordre global sur les plans économique, financier, technologique et militaire est sans aucun doute un des phénomènes majeurs de la fin du xx<sup>e</sup> siècle et du début du xxi<sup>e</sup> siècle.

À partir des réformes initiées par Deng Xiaoping en 1978, ce pays a connu jusqu'en 2011 des taux de croissance économique d'une moyenne de 10 % par an et, cette même année, il est devenu le premier producteur et exportateur mondial de marchandises et le deuxième importateur de biens de la planète. Déjà, depuis 2009, la Chine a le deuxième plus grand Produit intérieur brut (PIB)<sup>1</sup>. Il est important d'ajouter que, depuis le début du xxi<sup>e</sup> siècle, le pays asiatique est parvenu à devenir un producteur et un exportateur de biens manufacturés avec un haut contenu technologique.

La Chine ne s'est pas seulement consolidée comme une puissance sur le plan productif. D'un point de vue militaire, alors que se termine la construction d'un second porte-avions, elle détient le deuxième

---

\* DIPLÔMÉ EN ÉCONOMIE À L'UNIVERSITÉ DE BUENOS AIRES. ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ NATIONALE DE MORENO (UNM). Courriel : <aslipak@unm.edu.ar>.

<sup>1</sup> Si nous mesurons la participation des pays au PIB mondial à prix courants, la Chine occupe la deuxième position (derrière les États-Unis) depuis 2009. Si nous calculons à parité de pouvoir d'achat, depuis 2014, la Chine a dépassé les États-Unis et occupe la première place.

budget militaire de la planète (consacrant 12 % du total global) et un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu, qui lui octroie le privilège d'un droit de veto sur chacune des résolutions. Si son pouvoir et ses dépenses ne parviennent pas à se rapprocher de ceux des États-Unis (36 % du total global)<sup>2</sup>, il est certain que d'un point de vue militaire la puissance orientale a réduit la distance avec l'Oncle Sam.

D'un point de vue financier, la Chine est non seulement à la tête des réserves internationales les plus importantes du monde, mais aussi le principal créancier du Trésor des États-Unis. Le pays oriental est devenu le troisième émetteur de flux d'IDE. Actuellement, la RPC a signé des accords d'échange de monnaie avec quelque 25 pays et 50 banques centrales qui emploient déjà le renminbi comme une de leurs monnaies de réserve. 103 des 500 entreprises mondiales avec le plus fort chiffre d'affaires sont de capitaux chinois (et dans leur majorité étatiques ou mixtes)<sup>3</sup>, ce qui illustre la puissance financière de ce pays. Cela a permis à la Chine d'exiger, ces dernières années, la réforme du système d'institutions créé par Bretton Woods. Ses efforts ont été récompensés avec l'entrée en 2015 du renminbi dans les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI).

Parallèlement, la Chine a également formé des coalitions avec d'autres pays qui réduisent l'influence financière étatsunienne. En 2013 et 2014, la création de deux nouvelles entités de crédit international pour le financement de projets d'infrastructures et de développement a été annoncée. Il s'agit de l'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB) et de la *New Development Bank* (connue comme la « banque des BRICS » pour avoir été créée et impulsée par ce bloc de pays). L'AIIB a été créée (récemment) pour financer des projets d'infrastructures en Asie, parce que l'assistance financière du FMI et de la Banque asiatique de développement était insuffisante. La majeure partie du capital initial fut apportée par la Chine, laquelle augmente ainsi sa capacité d'influence dans la région face aux États-Unis et au Japon, qui expriment des critiques face au lancement de l'AIIB. Cette entité de crédit

172

<sup>2</sup> Données de 2014 (SIPRI, 2016).

<sup>3</sup> Données de 2016 (*Fortune Global 500*, 2016).

a comme associés extrarégionaux la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne et le Brésil.

Autre aspect que nous ne pouvons pas oublier de mentionner, il s'agit du fait que, depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Chine commence une politique agressive d'expansion comme émetteur de flux d'IDE, avec un soutien important d'entités de crédit étatiques. Elle s'oriente vers la réalisation d'investissements considérés comme stratégiques et cela inclut l'achat de firmes occidentales avec du personnel technique hautement qualifié et propriétaires de brevets, avançant notablement sur le plan technologique.

À partir de ces données, nous pouvons apprécier comment la Chine non seulement s'est consolidée comme la « fabrique du monde », mais aussi, sur la base de cette puissance économique, concurrence la suprématie du dollar et la capacité des États-Unis d'être l'unique gendarme planétaire. Pour ces raisons, malgré les asymétries toujours en vigueur entre les deux puissances, nous pouvons établir que nous nous trouvons dans un contexte global de concurrence pour la primauté hégémonique.

L'expansion économique et la modernisation de la Chine ont entraîné d'autres effets : une importante croissance de la population urbaine (passant de moins de 18 % en 1978 à plus de 56 % en 2016) et de son espérance de vie (qui augmente de 66,5 à 75,9 ans durant la même période)<sup>4</sup>.

Ainsi, la Chine est devenue la première consommatrice mondiale de produits basiques comme le cuivre, l'aluminium, l'étain, le zinc, le carbone, le soja, le poisson, le carbonate de lithium et la deuxième consommatrice mondiale de pétrole (derrière les États-Unis), mais fondamentalement, elle est la première consommatrice mondiale d'énergie. La principale source est le charbon (65 % de ses dépenses d'énergie)<sup>5</sup>. La matrice énergétique du pays et son profil productif l'ont transformé en premier émetteur mondial de gaz à effet de serre (GES), en particulier des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). La Chine possède également 70 % de ses rares cours d'eau douce contaminés. C'est sur la base de cette croissante nécessité de minéraux, hydrocarbures et

<sup>4</sup> Données de 2016 (Banque mondiale, 2017).

<sup>5</sup> Le pétrole suit avec 20 %, les usines hydroélectriques avec 8 %, le gaz naturel (5 %), le nucléaire (1 %) et les énergies renouvelables (1 %). Données de 2012 (EIA, 2016).

aliments, mais aussi celle de réduire ses propres rythmes d'extraction de la nature sur son propre territoire, que se sont construits des liens commerciaux et des flux dirigés vers l'Amérique latine.

Cette augmentation drastique dans la consommation de produits primaires extraits de la part de la Chine, provient d'une altération de leurs prix internationaux par rapport au cours des produits manufacturés, qui génère, en partie dans le monde universitaire, un questionnement sur la vigueur de tendance à la détérioration des termes de l'échange qu'avait décrit Prebisch (Jenkins, 2011). Grâce à l'« effet Chine », pour une grande partie des universitaires, les débuts du XXI<sup>e</sup> siècle ont été vertueux pour l'Amérique latine en termes d'insertion dans le commerce international comme exportateur de produits primaires (Guelar, 2013; Castro, 2014). Ces travaux soutiennent l'expansion de la relation commerciale et politique avec la Chine en adhérant à un schéma d'insertion dans l'économie internationale basé sur les avantages comparatifs traditionnels et statiques. Cependant, il existe une autre littérature dans laquelle l'expansion des liens de la région avec la RPC représenterait certaines « menaces », mais dans le même temps pourrait générer des « opportunités » (CEPAL, 2010; Rosales et Kuwayama, 2011). Parmi les « menaces », on note le risque d'une insertion commerciale sur la base d'un schéma primaire, tandis que, parmi les « opportunités », on trouve l'accès aux devises provenant des exportations primaires extractives de la Chine qui peuvent potentiellement servir pour étendre les activités de plus grande valeur ajoutée. En même temps, on mentionne parmi les « opportunités » la possible amélioration de l'infrastructure locale à partir des IDE.

Dans ce travail, nous nous consacrerons à analyser les liens commerciaux qui se sont noués entre l'Argentine et le Brésil d'une part et la RPC d'autre part, durant respectivement les gouvernements de Néstor Kirchner et Cristina Fernández de Kirchner d'une part et de Luíz Inacio « Lula » Da Silva et Dilma Rousseff d'autre part. Ces gouvernements se sont caractérisés dans l'ensemble des cas pour avoir une rhétorique progressiste et « nationale-populaire », qui, parmi ses revendications, souligne la redistribution du revenu, la création d'emplois sur la base de l'expansion de l'industrie nationale orientée vers le marché interne, jusqu'à l'« escalade » sur la chaîne globale de valeur et jusqu'à une plus grande intégration sud-américaine et la souveraineté par rapport aux grandes puissances (Svampa, 2011).

## **Évolution des liens commerciaux bilatéraux brésiliens et argentins avec la République populaire de Chine**

### ***Précisions sur l'ascension de la Chine et ses liens avec l'Amérique latine***

En accord avec ce que nous venons d'écrire, les taux élevés de croissance économique de la Chine et sa croissante conflictualité au travail, produit d'une urbanisation accélérée, génèrent pour ce pays un besoin de quantités croissantes d'aliments, de minéraux et d'hydrocarbures. La croissance exponentielle de la demande de ces produits basiques a entraîné depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle une augmentation notable pour l'Amérique latine des achats de ces produits par le pays oriental. Dans le même temps, la Chine commence à supplanter les États-Unis et les pays d'Europe occidentale comme partenaire commercial dans la majorité de la région, devenant celui avec lequel les échanges de la région ont le plus augmenté. Vers les débuts de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, la RPC occupe déjà la première ou deuxième source des importations de la grande majorité des pays de la région et une des trois premières destinations des exportations de la majeure partie de ceux du cône sud<sup>6</sup>.

175

Concernant les exportations du pays de la région vers la Chine, elles sont surtout des produits primaires extraits et se caractérisent par leur diversification réduite, une faible valeur ajoutée et une haute volatilité des prix.

Contrairement à ce qui a été observé concernant les exportations, les achats latino-américains envers la Chine se caractérisent par des produits diversifiés où prédominent les produits manufacturés avec une forte valeur ajoutée, les articles de consommation finale, les *inputs* industriels et les biens durables de production.

---

<sup>6</sup> Pour l'année 2015, la Chine est la première destination des exportations du Brésil, du Pérou et du Chili ; deuxième destination d'Argentine et d'Uruguay ; troisième dans les cas colombien et mexicain. Pour la même période, l'Empire du Milieu est la première origine des importations du Brésil, de Bolivie, du Chili, du Pérou et d'Uruguay ; deuxième dans les cas de l'Argentine, de la Colombie, de l'Équateur, du Mexique et du Paraguay, entre autres exemples (Trademap, 2016).

D'une manière générale, l'approfondissement des liens commerciaux avec la Chine et l'altération mentionnée des prix relatifs développent dans la région l'expansion des projets primaires extractifs, tandis que les recettes des manufactures chinoises dans la région sont réalisées avec des salaires réduits, rendent plus difficile (dans les secteurs de haute complexité) la concurrence des produits locaux sur les marchés internes, mais aussi dans des marchés tiers.

Si nous ne développons pas dans cet article ce qui se passe avec les flux d'IDE, nous ne pouvons pas manquer de signaler, aussi, qu'après la publication en 2008 du « Livre blanc des relations de la Chine vers l'Amérique latine », les flux d'investissements provenant du pays asiatique commencent à débarquer dans la région. Ceux-ci s'orientent fondamentalement dans l'acquisition d'entreprises d'activités primaires extractives, comme l'hydrocarbure, les mines, les semences, le bois et les farines de poisson. En second lieu, on constate des investissements orientés vers des activités tertiaires de soutien aux productions extractives, comme le secteur financier, la logistique et les œuvres d'infrastructures. Il est intéressant de remarquer que la propre CEPAL (2011) souligne le manque absolu d'investissements dans des secteurs vierges et ceux-ci sont simplement concentrés dans des transferts de propriété et manquent de transfert de technologies.

176

### ***Liens commerciaux de l'Argentine et du Brésil avec la Chine***

Comme nous pouvons le vérifier dans les tableaux 1 et 2, autant pour les cas du Brésil que de l'Argentine, les flux commerciaux bilatéraux avec la Chine augmentent durant les années 90 et la décennie suivante. Cela coïncide avec une transformation de l'industrie chinoise qui, au début de cette décennie, finit de devenir une puissance productrice de manufactures avec un haut contenu technologique.

Il est également important de souligner qu'après la tournée de Hu Jintao en 2004 au Brésil, en Argentine, au Chili et à Cuba, la Chine obtient la reconnaissance des trois premiers pays comme économie de marché, quand l'OMC lui octroyait seulement le statut d'économie en transition<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Si l'Argentine octroie à la Chine la reconnaissance d'économie de marché, étant donné que le mémorandum d'entente de 2004 ne fut jamais ratifié par le

Dans le cas brésilien (en excluant de l'analyse l'année 2016), nous pouvons noter que, depuis le début de cette décennie, la Chine se consolide comme le premier partenaire commercial du Brésil. Dans le cas argentin, la Chine oscille depuis 2010 entre la deuxième et la troisième position comme destination des exportations et origine des importations.

Le Brésil connaît ces dernières années un important excédent commercial, qui se réduit vers 2014 par la chute des prix relatifs des produits exportés à la RPC<sup>8</sup> et augmente à nouveau en 2015 et 2016, bien que ce ne soit pas pour une hausse des exportations, mais pour une chute importante du volume de ses importations (produits de moindre niveau de consommation face à la critique situation sociale, économique et politique du pays). Dans le cas de l'Argentine, on constate un excédent cumulé de 5,9 milliards de dollars pour la période 2001-2007, tandis que, pour la période 2008-2016, la balance commerciale bilatérale devient déficitaire, accumulant quelque 37,8 milliards de dollars.

Si nous recoupons la participation que détient la Chine sur le total des importations et exportations des deux pays, avec les données que nous exposons dans le tableau 3, où nous indiquons son poids dans les chiffres du commerce extérieur vus depuis la Chine, le panorama paraît désespérant pour les pays sud-américains. Tandis que la Chine est le premier client des exportations brésiliennes et le deuxième des argentines représentant respectivement 18,97 % et 7,66 % de celles-ci, ces pays sont seulement respectivement le 21<sup>e</sup> et le 37<sup>e</sup> client du pays oriental. Ceci implique une importante capacité négociatrice pour la RPC. Il est intéressant de mentionner que, dans diverses situations où la RPC par exemple s'est montrée en désaccord avec la politique commerciale argentine, elle restreignit immédiatement l'achat d'huile de soja comme représailles commerciales tant que le pays sud-américain ne modifiait pas sa politique (Slipak, 2012). Ce détail factuel nous montre que l'imposition de la Chine de son

177

---

Congrès, la Commission nationale du commerce extérieur d'Argentine continua à considérer la Chine comme économie en transition dans l'objectif de résoudre les revendications de *dumping*.

<sup>8</sup> Concrètement, le soja, le minerai de fer et le pétrole brut, comme nous pourrions le constater dans les tableaux suivants.

**Tableau 1. Échanges commerciaux entre l'Argentine et la Chine (1990-2016)**

| Année | Exportations                          |  |                                   | Importations                                  |   |  | Solde de la balance commerciale bilatérale |
|-------|---------------------------------------|--|-----------------------------------|---|---|--|--|
|       | Exportations argentines vers la Chine | Participation de la Chine comme client des exportations argentines | Position de la Chine comme client | Importations argentines provenant de la Chine | Participation de la Chine comme fournisseur des importations argentines | Position de la Chine comme fournisseur |  |
| 1990  | 241                                   | 1,95 %   | 14                                | 32  | 0,78 %  | 22                                     | 209  |
| 1995  | 286                                   | 1,36 %   | 17                                | 608   | 3,02 %  | 8                                      | -322                                       |
| 2000  | 797                                   | 3,03 %   | 6                                 | 1 157   | 4,58 %  | 4                                      | -360                                       |
| 2005  | 3 154                                 | 7,86 %   | 4                                 | 1 529   | 5,33 %  | 3                                      | 1 625                                      |
| 2010  | 5 799                                 | 8,50 %   | 2                                 | 7 649   | 13,47 %   | 2                                      | -1 850                                     |
| 2011  | 6 232                                 | 7,41 %   | 2                                 | 10 573  | 14,23 %   | 3                                      | -4 341                                     |
| 2012  | 5 021                                 | 6,20 %   | 3                                 | 9 952   | 14,53 %   | 2                                      | -4 931                                     |
| 2013  | 5 511                                 | 7,19 %   | 2                                 | 11 243  | 15,34 %   | 2                                      | -5 732                                     |
| 2014  | 4 462                                 | 6,53 %   | 2                                 | 10 703  | 16,39 %   | 2                                      | -6 141                                     |
| 2015  | 5 174                                 | 9,12 %   | 2                                 | 11 749  | 19,65 %   | 2                                      | -6 575                                     |
| 2016  | 4 425                                 | 7,66 %   | 3                                 | 10 467  | 18,82 %   | 2                                      | -6 042                                     |

Élaboration propre à partir des données de la COMTRADE.



Tableau 2. Échanges commerciaux entre le Brésil et la Chine (1990-2016)

| Année | Exportations                            |  |                                   |   | Importations   |  |        |  | Solde de la balance commerciale bilatérale |
|-------|---|--|-----------------------------------|---|--|--|--------|--|--|
|       | Exportations brésiliennes vers la Chine | Participation de la Chine comme client des exportations brésiliennes | Position de la Chine comme client | Importations brésiliennes provenant de la Chine | Participations de la Chine comme fournisseur des importations brésiliennes | Position de la Chine comme fournisseur |        |  |  |
| 1990  | 382                                     | 1,22 %   | 18                                | 203   | 0,91 %   | 25                                     | 179    |  |  |
| 1995  | 1 204                                   | 2,59 %   | 11                                | 418   | 0,78 %   | 25                                     | 786    |  |  |
| 2000  | 1 085                                   | 1,97 %   | 12                                | 1 222   | 2,19 %   | 11                                     | -137   |  |  |
| 2005  | 6 835                                   | 5,77 %   | 3                                 | 5 355   | 7,28 %   | 4                                      | 1 480  |  |  |
| 2010  | 3 0752                                  | 15,58 %  | 1                                 | 25536   | 14,15 %  | 2                                      | 5 216  |  |  |
| 2011  | 44315                                   | 17,35 %  | 1                                 | 32788   | 14,49 %  | 2                                      | 11527  |  |  |
| 2012  | 41228                                   | 17,00 %  | 1                                 | 34248   | 15,35 %  | 1                                      | 6 980  |  |  |
| 2013  | 46026                                   | 19,01 %  | 1                                 | 37302   | 15,57 %  | 1                                      | 8 724  |  |  |
| 2014  | 40616                                   | 18,04 %  | 1                                 | 37341   | 16,30 %  | 1                                      | 3 275  |  |  |
| 2015  | 35608                                   | 18,63 %  | 1                                 | 30719   | 17,92 %  | 1                                      | 4 889  |  |  |
| 2016  | 35134                                   | 18,97 %  | 1                                 | 23364   | 16,99 %  | 2                                      | 11 770 |  |  |

Élaboration propre à partir des données de la COMTRADE.

pouvoir économique et financier dans les négociations bilatérales réduit des degrés de liberté, spécialement pour les pays du cône sud<sup>9</sup>.

Au-delà du poids réduit des deux pays comme partenaires commerciaux de la Chine, il est intéressant d'observer dans le tableau 3 que, tandis que l'Argentine recule progressivement comme fournisseur de la Chine, le Brésil obtient un plus grand poids comme origine des importations orientales.

Le tableau 4 nous permet d'évaluer la concentration des exportations de la Chine dans les deux pays durant la première décennie des gouvernements dénommés « progressistes ». Nous pouvons observer ce qui se vérifie pour la majorité des cas de la région : les produits se concentrent dans un petit nombre de produits primaires ou de produits industriels d'origine agricole.

Les sommes cumulées des exportations argentines et brésiliennes vers la Chine pour la décennie 2003-2013 nous montrent que trois produits concentrent respectivement 85 % et 75 % et que les huit premiers produits qui se vendent en Chine sont des produits primaires ou manufacturés réalisés à partir de ceux-ci, avec une très faible valeur ajoutée. Il s'agit de produits sujets à une haute volatilité des prix, une capacité réduite de création d'emplois et dont les chaînes de commercialisation (au moins pour le cas argentin) sont loin d'être contrôlées par des capitaux nationaux<sup>10</sup>.

Si l'Argentine et le Brésil maintinrent une rhétorique dans laquelle le type de relation bilatérale maintenue avec la Chine ne pouvait souffrir aucune objection, en 2014, durant les visites de Xi Jinping dans les deux pays, autant au niveau académique que politique favorable aux deux gouvernements, s'affirme que ce type de liens avait des « aspects à améliorer ». Parmi ceux-ci, les pays sud-américains réclamaient de pouvoir diversifier leurs exportations en Chine et d'en augmenter la valeur ajoutée. Dans le tableau 5, nous exposons les exportations des deux dernières années complètes du cycle de gouvernements progressistes.

<sup>9</sup> Autre exemple de l'exercice de ce pouvoir à travers les IDE. L'entreprise étatique chinoise COFCO a récemment acquis le contrôle d'une des plus importantes firmes commerciales de grains qui forment le prix du soja (Nidera). À travers celle-ci, elle contrôle partiellement l'offre des produits importés depuis l'Argentine et le Brésil.

<sup>10</sup> Au-delà du fait que les exportations argentines autant que brésiliennes ont ces caractéristiques, nous pouvons souligner une plus grande diversification dans le second cas.

**Tableau 3. Position de l'Argentine et du Brésil comme partenaires commerciaux de la Chine**

| Année | Argentine                           |          |   |          | Brésil                           |          |                                       |          |
|-------|-------------------------------------|----------|---|----------|----------------------------------|----------|---------------------------------------|----------|
|       | Importations chinoises en Argentine |          | Exportations chinoises vers l'Argentine |          | Importations chinoises au Brésil |          | Exportations chinoises vers le Brésil |          |
|       | Participation                       | Position | Participation                           | Position | Participation                    | Position | Participation                         | Position |
| 1990  | 0,60 %                              | 23       | 0,02 %                                  | 86       | S/D                              | S/D      | S/D                                   | S/D      |
| 2000  | 0,41 %                              | 32       | 0,24 %                                  | 43       | 0,72 %                           | 25       | 0,49 %                                | 26       |
| 2010  | 0,49 %                              | 31       | 0,39 %                                  | 39       | 2,73 %                           | 9        | 1,55 %                                | 15       |
| 2015  | 0,34 %                              | 40       | 0,39 %                                  | 37       | 2,64 %                           | 8        | 1,20 %                                | 21       |

Élaboration propre à partir des données de la COMTRADE.

**Tableau 4. Exportations argentines et brésiliennes vers la Chine (cumulées 2003-2013)**

| Exportations argentines vers la Chine 2003-2013 |                    |             |         | Exportations brésiliennes vers la Chine 2003-2013 |             |         |  |
|---|--------------------|-------------|---------|---|-------------|---------|--|
|   | Produit            | Pourcentage | Cumulé  | Produit   | Pourcentage | Cumulé  |  |
| 1   | Soja               | 55,46 %     | 55,46 % | Minerai de fer                                    | 36,57 %     | 36,5 %  |  |
| 2   | Huile de soja      | 19,27 %     | 74,73 % | Soja  | 29,25 %     | 65,82 % |  |
| 3   | Pétrole brut       | 10,04 %     | 84,77 % | Pétrole brut                                      | 9,92 %      | 75,74 % |  |
| 4   | Cuir et assimilés  | 1,87 %      | 86,64 % | Pâte à papier                                     | 3,67 %      | 79,41 % |  |
| 5   | Tabac              | 0,95 %      | 87,59 % | Huile de soja                                     | 2,32 %      | 81,72 % |  |
| 6   | Minerai de cuivre  | 0,83 %      | 88,42 % | Sucre   | 1,83 %      | 83,56 % |  |
| 7   | Abats de volaille  | 0,82 %      | 89,24 % | Tabac   | 1,34 %      | 84,89 % |  |
| 8   | Huile de tournesol | 0,79 %      | 90,03 % | Ferronibium                                       | 1,13 %      | 86,03 % |  |

Élaboration propre à partir des données de la COMTRADE.

Tableau 5. Exportations argentines et brésiliennes vers la Chine (cumulées 2014-2015)

| Exportations argentines vers la Chine 2014-2015 |                             | Exportations brésiliennes vers la Chine 2014-2015 |         |  |             |         |
|---|-----------------------------|---|---------|--|-------------|---------|
|   | Produit                     | Pourcentage                                       | Cumulé  | Produit                                      | Pourcentage | Cumulé  |
| 1   | Soja                        | 68,26 %   | 68,26 % | Soja   | 42,51 %     | 42,51 % |
| 2   | Huile de soja               | 7,07 %  | 75,33 % | Minerai de fer                               | 24,61 %     | 67,12 % |
| 3   | Pétrole brut                | 3,10 %  | 78,43 % | Pétrole brut                                 | 9,99 %      | 77,10 % |
| 4   | Viande désossée congelée    | 2,80 %  | 81,23 % | Pâte à papier                                | 4,03 %      | 81,13 % |
| 5   | Crevettes, gambas           | 2,12 %  | 83,35 % | Sucre  | 2,14 %      | 83,27 % |
| 6   | Cuir et assimilés           | 1,51 %  | 84,86 % | Abats de volaille                            | 1,48 %      | 84,75 % |
| 7   | Tabac                       | 1,44 %  | 86,30 % | Cuivre                                       | 1,06 %      | 85,81 % |
| 8   | Morceaux et abats de poulet | 1,35 %  | 87,65 % | Ferroniobium                                 | 0,98 %      | 86,79 % |
| 9   | Huile d'arachide            | 1,17 %  | 88,82 % | Cuir   | 0,98 %      | 87,77 % |
| 10  | Mollusques                  | 0,86 %  | 89,68 % | Tabac  | 0,78 %      | 88,55 % |
| 11  | Lactosérum                  | 0,75 %  | 90,42 % | Viande désossée congelée                     | 0,63 %      | 89,17 % |
| 12  | Boîtes de vitesse           | 0,62 %  | 91,04 % | Plate-forme de perforation ou d'exploitation | 0,52 %      | 89,69 % |

Élaboration propre à partir des données de la COMTRADE.

Pour le cas brésilien, on n'observe pas une augmentation de la diversification des exportations, tandis qu'en Argentine, il est intéressant de souligner que si quelques produits avec une plus grande valeur ajoutée apparaissent, leur poids demeure infime et jusqu'à ce que l'exportation d'huile de soja décroisse aux dépens des graines de soja.

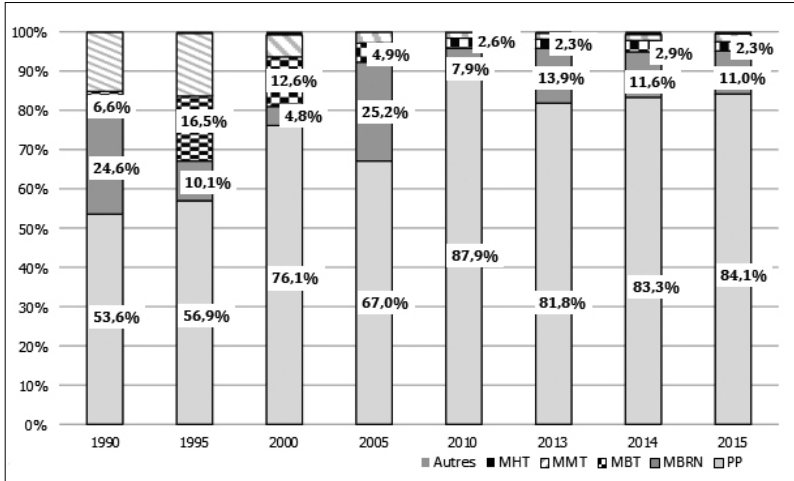
Dans les graphiques 1 et 2 ci-dessous, on peut apprécier respectivement les évolutions des exportations et importations argentines avec la Chine. Dans les graphiques 3 et 4, on observe les flux commerciaux qui se sont noués entre le Brésil et le pays oriental. Nous les regroupons selon leur contenu technologique suivant la catégorisation développée par Sanjaya Lall (2000) qui est décrite en annexe et établit les catégories suivantes : produits primaires (PP), manufactures basées sur des ressources naturelles (MBRN), manufactures de bas contenu technologique (MBT), manufactures de moyen contenu technologique (MMT), manufactures de haut contenu technologique (MHT) et autres.

184 Autant pour le cas des exportations argentines en Chine (graphique 1) que pour les brésiliennes (graphique 3), nous pouvons remarquer que progressivement les produits primaires et les produits manufacturés basés sur les ressources naturelles ont une proportion qui augmente aux dépens des produits manufacturés de bas, moyen et haut contenu technologique. Dans le cas de l'Argentine, en 2015, les PP et les MBRN concentrent plus de 95 % du total des exportations et plus de 91 % dans le cas brésilien.

Dans le même temps, si nous observons les graphiques 2 et 4, nous pouvons apprécier que les achats réalisés par les deux pays à la Chine ont progressivement une plus grande valeur ajoutée. Il est intéressant d'ajouter que les exportations que réalisent les deux pays vers la Chine possèdent en moyenne une moindre valeur ajoutée que celles qu'ils effectuent vers le reste du monde et les importations possèdent en moyenne une plus forte valeur ajoutée que celles provenant d'autres destinations (CEPAL, 2015). Ces produits manufacturés provenant de Chine concurrencent précisément ceux de l'industrie locale orientés vers les marchés internes du Brésil et de l'Argentine.

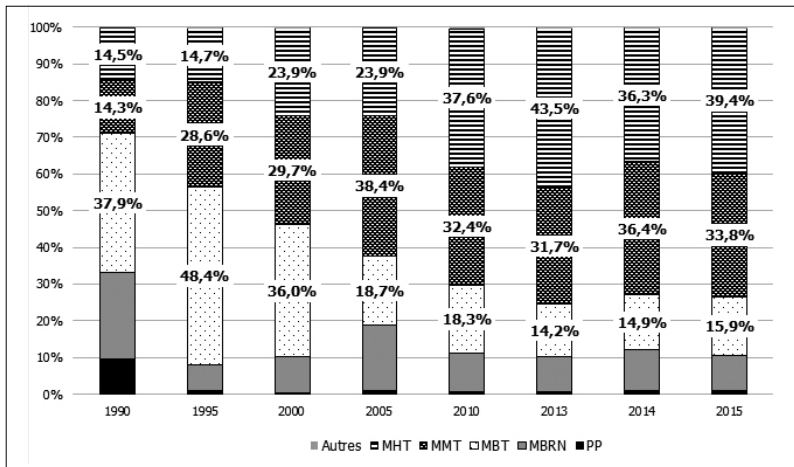
À l'entrée de produits manufacturés provenant de Chine qui concurrencent les produits locaux sur les marchés internes des deux pays, nous devons ajouter un autre élément : la perte de parts de

**Graphique 1. Exportations argentines vers la Chine selon le contenu technologique**



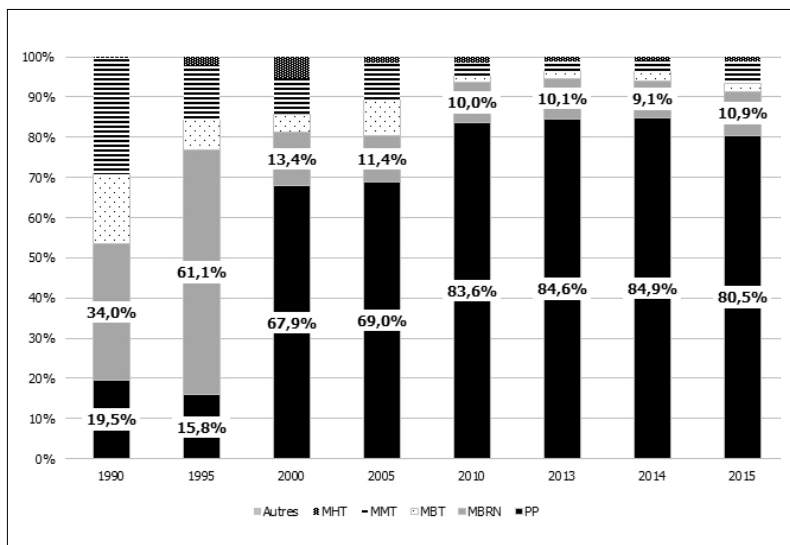
Élaboration propre sur la base des données de la CEPAL et de la COMTRADE.

**Graphique 2. Importations argentines provenant de la Chine selon le contenu technologique**



Élaboration propre sur la base des données de la CEPAL et de la COMTRADE.

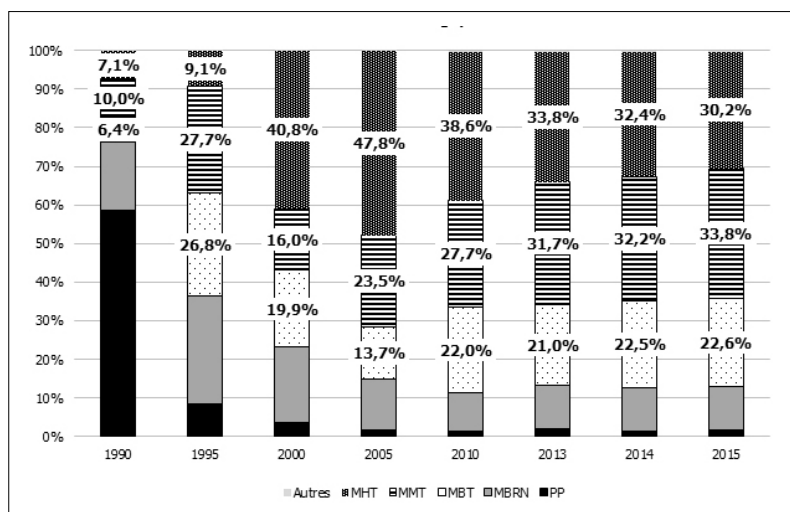
**Graphique 3. Exportations brésiliennes vers la Chine selon le contenu technologique**



186

Élaboration propre sur la base des données de la CEPAL et de la COMTRADE.

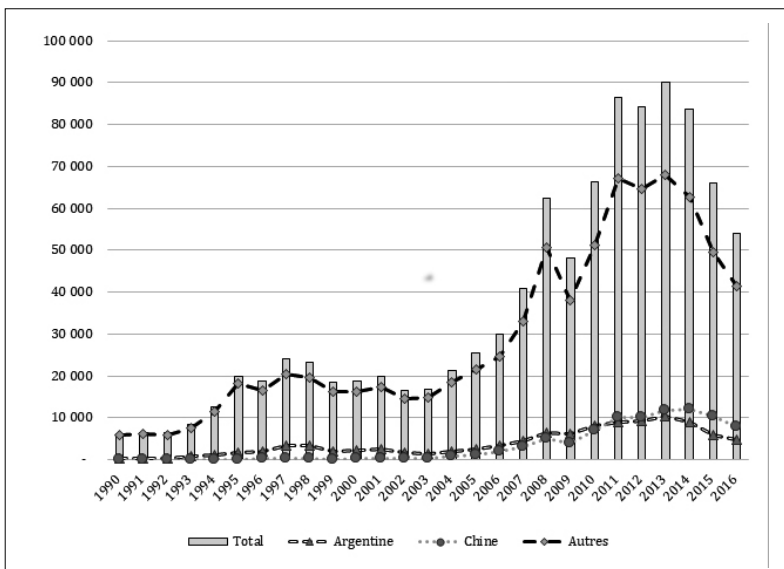
**Graphique 4. Importations brésiliennes provenant de la Chine selon le contenu technologique**



Élaboration propre sur la base des données de la CEPAL et de la COMTRADE.



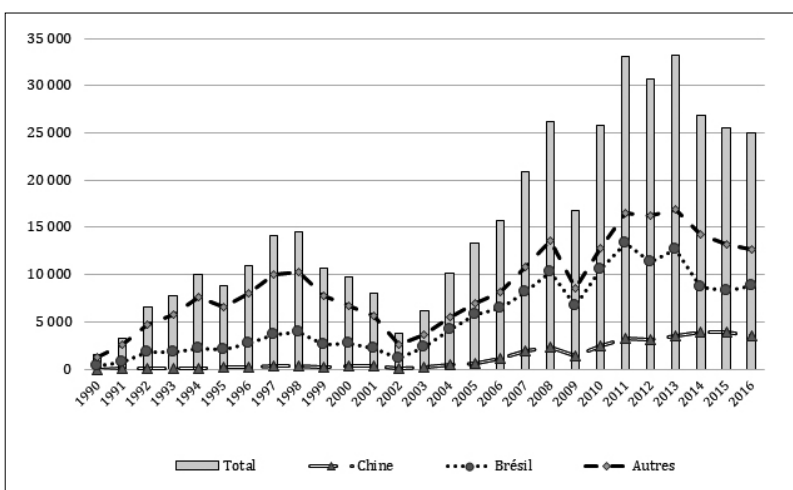
**Graphique 5. Importations brésiliennes de produits manufacturés de moyen contenu technologique**  
En millions de dollars courants



187

Élaboration propre sur la base des données de la COMTRADE.

**Graphique 6. Importations argentines de produits manufacturés de moyen contenu technologique**  
En million de dollars courants



Élaboration propre sur la base des données de la COMTRADE.

marché de chacun des deux pays dans son partenariat commercial sud-américain aux dépens de l'Empire du Milieu.

Les graphiques 5 et 6 nous exposent les achats qu'ont réalisés le Brésil et l'Argentine à l'autre partenaire sud-américain comme à la Chine et au reste des pays en termes de produits manufacturés de moyen contenu technologique. Nous devons prendre en compte, comme nous l'indiquons en annexe, que cette catégorie inclut l'industrie automobile et d'autres activités manufacturières qui sont d'importantes sources d'emplois industriels dans les deux pays. Dans les deux cas, nous constatons que, ces dernières années, autant l'Argentine que le Brésil ont perdu des parts de marché chez l'autre partenaire commercial sud-américain pour ce type de produits face à la Chine.

En 2009, l'Argentine représentait 13 % des importations brésiliennes pour ce type de produits manufacturés, tandis que la part de la Chine était de 8 %. En 2011, pour la première fois, la Chine dépasse l'Argentine comme fournisseur de produits manufacturés de moyen contenu technologique au Brésil (avec respectivement 12 % et 11 % du total), et en 2016, le pays oriental représente 11 % face à un maigre 9 % pour l'Argentine.

Parallèlement, le Brésil représentait en 2009 40 % des importations argentines de produits manufacturés de moyen contenu technologique, tandis que la Chine ne représentait que 9 %. En 2016, ces proportions ont progressivement évolué, chutant à 33 % pour le Brésil et augmentant à 15 % pour la Chine.

Cette perte mutuelle de parts de marché de produits manufacturés dans le pays voisin que connaissent l'Argentine et le Brésil entraîne un recul industriel dans les deux pays et des pertes d'emplois<sup>11</sup>.

### ***La contribution de la Chine à la reprimarisation des économies argentine et brésilienne***

En reprenant les analyses commerciales que nous venons de réaliser, nous pouvons estimer que les deux pays connaissent une haute concentration de leurs exportations en un petit nombre de produits primaires extractifs et manufacturés basés sur des ressources naturelles, qui sont des articles majoritairement sujets

---

<sup>11</sup> Nous tenons à souligner que si nous avons réalisé cette analyse pour les produits manufacturés de bas ou haut contenu technologique, nous aurions obtenu des résultats similaires. Nous avons effectué cette étude de manière plus exhaustive dans d'autres articles (Slipak, 2017).

à une haute volatilité des prix avec une faible valeur ajoutée et une génération d'emplois numériquement réduite.

Tandis que la Chine promeut les investissements dans la région orientés en faveur de son approvisionnement en produits primaires, elle a aussi des succès en améliorant sa position comme fournisseur de ces pays d'articles avec une forte valeur ajoutée (autant de consommation finale que des *inputs* industriels), obérant non seulement la concurrence des entreprises locales, mais également l'intégration productive régionale.

Cette trajectoire, celle d'un « retour » des pays au plus fort développement industriel d'Amérique du Sud vers des matrices productives traditionnelles et des insertions internationales basées sur des avantages comparatifs, nous l'appelons « reprimarisation ».

Depuis notre perspective, la reprimarisation ne se définit pas seulement comme un processus de reconfiguration d'une matrice productive vers des activités de moindre contenu de valeur ajoutée, mais aussi simultanément comme un processus complexe qui limite les possibilités d'insertion internationale basée sur ces produits avec de plus forts taux de productivité, d'intensité des connaissances. En d'autres mots, nous évoquons la consolidation d'un modèle productif dans lequel une économie déterminée se retrouve empêchée de réorienter sa production vers des activités de plus grande complexité dans la dynamique d'accumulation globale. Cela survient en général dans les économies avec des matrices productives peu diversifiées, dont la dépendance aux exportations des matières premières implique un haut degré de vulnérabilité externe face à la volatilité de ses prix. Nous croyons que le type de lien commercial que nous venons de décrire de ces pays avec la Chine contribue à ce type de ce processus.

### **Vers la conceptualisation d'un nouveau type de lien de dépendance, le *Consensus de Pékin***

Dans l'introduction de ce travail, nous soulignons comment la RPC, depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, a réussi à augmenter son pouvoir de manière accélérée, non seulement comme puissance commerciale et productive, mais aussi au niveau financier, militaire et technologique, ce qui lui octroie une grande capacité d'exercer une influence sur des pays tiers.

Depuis ces trois dernières décennies, la Chine se consolide comme une puissance, elle est également devenue le partenaire commercial le plus dynamique de l'Amérique latine et une des principales origines de ses IDE. C'est pour cela qu'il est nécessaire de réaliser une conceptualisation de ces liens.

Si notre objectif n'est pas de réaliser une caractérisation exhaustive des modèles de développement de chaque pays en Amérique latine, nous remarquons, suivant les écrits de Maristella Svampa (2013), que dans la région un nombre important de gouvernements construisent leurs discours à partir d'une logique contraire à celles du dénommé consensus de Washington. Cette auteure explique que de telles politiques mettaient au centre de l'agenda la valorisation financière, dans le même temps, elles menaient une politique d'ajustements et de privatisations mises en œuvre de manière homogène dans la région, où l'État agissait comme un agent métarégleur.

Svampa conclut que la région serait entrée dans une nouvelle étape : celle du « consensus des marchandises », dans lequel autant les gouvernements qui maintiennent des continuités avec le consensus de Washington que ceux qui, dans leurs discours, leurs politiques, leur productions assument leurs ruptures, acceptent de la même manière une insertion dans le système de production et d'accumulation globale comme fournisseurs de produits basiques avec une faible valeur ajoutée ayant des prix élevés<sup>12</sup>. Dans cette perspective, ils mettent comme priorité de l'agenda politique le développement et l'expansion de mégaprojets extractifs, se constituant comme des enclaves exportatrices aux centres manufacturiers de la planète. Dans quelques cas, l'État s'approprie la rente de ces activités pour le développement de politiques progressistes. Cependant, tous ces gouvernements, malgré leurs différences, assument la nécessité de renforcer ce que Svampa appelle un modèle de développement néo-extractiviste comme visée inévitable, une vérité irrévocable, un chemin nécessaire vers le développement.

---

<sup>12</sup> À l'intérieur des gouvernements avec des profils progressistes, nous pourrions en identifier quelques-uns avec une certaine radicalité politique ou d'autres avec une claire revendication de la coexistence entre le capital et le travail, que nous pouvons dénommer « nationaux populaires ». Dans ces derniers, nous remarquons les gouvernements du Brésil et de l'Argentine durant les périodes d'étude indiquées : un clair profil depuis le discours, axé sur l'expansion de l'industrie nationale et le marché interne.

À partir de notre travail, nous démontrons qu'un des piliers qui permet la mise en œuvre de ce modèle économique des trois profils de gouvernement qui assument le « consensus des marchandises » est l'expansion des liens commerciaux et l'arrivée de grands investissements provenant de Chine.

Par « Consensus de Pékin » en Amérique latine (Slipak, 2014), nous entendons la présentation de la part des gouvernements de la région de l'expansion des liens avec la République populaire de Chine, comme mutuellement bénéficiaire, où la promotion de ceux-ci est un chemin incontestable vers le développement économique et social. De cette manière, chacun des pays soutient des négociations commerciales et sur d'autres plans de caractère bilatéral avec le géant asiatique, sans coordination avec les autres pays de la région, approfondissant une insertion dans la division internationale du travail avec un profil primaire et subordonné à la grande industrie de l'Asie pacifique.

Le concept de « consensus de Pékin » résulte alors d'une nouvelle forme de conceptualisation des relations de dépendance et de subordination entre les pays du « sud global » et la Chine comme un des pays ascendants dans les schémas d'hégémonie globale. C'est un concept qui rend compte des asymétries entre le géant oriental et les pays latino-américains et problématise un phénomène que nous n'avons pas abordé ici pour des raisons d'espace : l'action des élites locales dans la mise en œuvre de ces relations de dépendance.

Pour les gouvernements progressistes « nationaux populaires », cette situation présente une contradiction flagrante entre, d'une part, la tendance à la reprimarisation de l'économie que crée ce type de liens avec la Chine et, d'autre part, leur propre rhétorique de stimulation de l'industrie, du marché interne, de progrès dans la chaîne globale de valeur et la promotion d'une plus grande intégration productive régionale.

### Épilogue

Les cycles politiques « nationaux populaires » s'achevant en Argentine, au Brésil, avec la crise au Venezuela et une plus grande présence des États-Unis dans la région, malgré un moindre intérêt du gouvernement Trump par rapport à celui d'Obama en Amérique latine, nous pourrions imaginer qu'il

faillie « réviser » la conceptualisation du « consensus de Pékin » pour penser l'Amérique latine comme un aire de concurrence inter-hégémonique. Nous croyons qu'il est néanmoins utile pour caractériser une époque de la région, commune à différents profils de gouvernement, où chacun avait un regard acritique sur les relations avec la RPC.

Aujourd'hui, le panorama est plus sombre. Le type de liens avec la Chine pouvait être une contradiction de la logique interne des gouvernements sortants en Argentine et au Brésil. Le changement qu'impulsent dans les deux pays les gouvernements de Mauricio Macri et Michel Temer implique un discours et une politique explicite vers une participation dans la division internationale du travail sur la base d'avantages comparatifs traditionnels et un modèle productif avec des législations et des schémas fiscaux orientés vers une distribution encore plus inégale du revenu. La tension créée par la reprimarisation de l'économie à partir du lien avec la Chine paraît une problématique supplémentaire en se rappelant que les deux pays traversent des phases récessives, des politiques d'ajustement et d'importants moments de conflictualité sociale. Cependant, avec la fermeture du cycle des gouvernements antérieurs, il est nécessaire d'établir une révision des aspects qui impliquaient des limites du modèle antérieur.

*Traduit de l'espagnol par Thomas Posado*

## **Bibliographie**

- Bolinaga L., Slipak A. (2015), « El Consenso De Beijing Y La reprimarización productiva de América Latina : El Caso Argentino », *Problemas del Desarrollo. Revista Latinoamericana de Economía*, 46 (183), p. 33 – 58. México.
- Castro J. (2014), « China invertirá en la industria en la región » en *Prensa Económica*. Año XL, N° 320. El Yin y el Yang de los negocios con China. août-septembre 2014.
- Cepal (2010), *La República Popular China y América Latina y el Caribe : hacia una relación estratégica*, LC/L.3224, Publication des Nations unies, Santiago de Chili.
- Cepal (2011), *La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe*, Documento Informativo, cap. III, pp.141-186, Publication des Nations unies, Santiago de Chili.
- Cepal (2015), *América Latina y el Caribe y China. Hacia una nueva era de cooperación económica*, Publication des Nations unies, Santiago de Chili.
- Guelar D. (2013), « La invasión silenciosa. El desembarco chino en América del Sur », *Debate*, Buenos Aires.
- Jenkins R. (2011), « El “efecto China” en los precios de los productos básicos y en el valor de las exportaciones de América latina ». *Revista CEPAL*, 103, p. 77-93.
- Lall S. (2000), « The technological structure and performance of developing country manufactured exports » 1985-1998, *Oxford development studies*.

# L'IMPACT COMMERCIAL DE LA CHINE SUR LE BRÉSIL ET SUR L'ARGENTINE

- Oviedo E. (2006), « Economía de mercado y relación estratégica con China. Análisis preliminar tras la visita de Hu Jintao a la Argentina », *Studia Politicae*, n° 9, hiver 2006.
- Rosales O. et Kuwayama M. (2012), *China y América latina y el Caribe. Hacia una relación económica y comercial estratégica*. Santiago de Chile, libros de la CEPAL.
- Slipak A. (2012), « Un análisis de las consecuencias socio-económicas para la Argentina de sus relaciones con China. Las contradicciones del modelo y la reprimarización de la economía », *V Jornadas de Economía Crítica*, Buenos Aires.
- Slipak A. (2014), « América Latina y China : ¿Cooperación Sur-Sur o “Consenso de Beijing” ? », *Nueva Sociedad*, n° 250, mars/avril.
- Slipak A. (2017), « La expansión de China en Sudamérica en el siglo XXI y los efectos para la integración comercial argentino-brasilera » in Bolinaga, Luciano y Galloso, Cecilia (dir.), *Política interna y externa de China : percepciones desde América Latina y Argentina*. Colección UAI-Investigación. Editorial Teseo (sous presse).
- Svampa M. (2011), « Extractivismo neodesarrollista y movimientos sociales ¿Un giro ecoterritorial hacia nuevas alternativas ? », en Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo (dir.), *Más allá del desarrollo*. Fundación Rosa Luxemburgo – Editorial el Conejo, Quito, p. 185-216.
- Svampa M. (2013), « Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, Buenos Aires, mars-avril.
- Svampa M., Slipak A. (2015), « La Chine en Amérique latine, du consensus des matières premières au consensus de Beijing », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 98.

## Sources d'information

- Banque mondiale : World Bank's Open Data
- CEPAL : CEPAL, Bases de Datos y Publicaciones Estadísticas
- COMTRADE : Base de datos estadísticos Naciones Unidas
- FMI : Fonds monétaire international – Data and Statistics
- FORTUNE : Ranking Global 500
- SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute
- U.S. Energy Information Administration

## Annexe

*Classification des biens selon la classification uniforme du commerce international (SITC) de CEPAL. Version 2*

- *Produits primaires (PP)* : fruits et légumes frais, viande, riz, cacao, thé, café, bois, charbon, pétrole brut, gaz, minéraux concentrés et fers dérivés.
- *Manufactures basées sur des ressources naturelles (MBRN)* : préparations de végétaux et de viandes, boissons, produits du bois, huiles végétales, métaux basiques (sauf acier), dérivés du pétrole, ciment, pierres précieuses, verre.
- *Manufactures de bas contenu technologique (MBT)* : textiles, vêtements, chaussures, produits manufacturés du cuir, sac de voyage. Céramique, structures simples de métal, meubles, joaillerie, jouets, produits plastiques.
- *Manufactures de moyen contenu technologique (MMT)* : véhicules de passagers et ses composants, véhicules commerciaux, motocyclette et ses composants. Fibres synthétiques, chimiques et peintures, engrais, plastiques, fer, acier et tuyauterie. Machines et moteurs, machines industrielles, explosifs, bateaux et montres.
- *Manufactures de haut contenu technologique (MHT)* : machines pour le traitement de données, de télécommunications, équipements de télévision et de radio, turbines,

## ARIEL M. SLIPAK

- équipements générateurs d'énergie. Articles pharmaceutiques, avions, instruments d'optique et de précision, appareils photographiques.
- *Autres*: électricité, films cinématographiques, impressions, transactions spéciales, or, monnaies, animaux, œuvres d'art.

### **Résumé:**

Depuis le début du <sup>xxi</sup>e siècle, la République populaire de Chine (RPC) se consolide comme un acteur extrêmement important au niveau global par différents aspects (productif, financier, technologique, commercial et même militaire). Ses besoins croissants de matières premières extraites ont conduit à ce que la RPC se positionne comme une des principales destinations des exportations de nombreux pays sud-américains, et depuis le début de la deuxième décennie du siècle, également comme une origine importante des investissements directs à l'étranger (IDE) et des prêts. Ces derniers ont aussi favorisé l'expansion des produits manufacturés provenant du pays oriental sur les marchés sud-américains. Dans ce travail, nous examinons les impacts économiques de ces phénomènes pour les deux plus grandes économies de la région sud-américaine, le Brésil et l'Argentine.